

BRÈVES DE  
TLEMCEN

Sonelgaz... même  
les vendredis

Le recouvrement des créances ou la coupure de l'énergie sont, certes, l'une des priorités de toute entreprise de prestation ou de fourniture de service. Cela constitue la priorité n°1, pour assurer une bonne gestion et la survie de l'entreprise.

Or, il y a des choses qui relèvent de l'indécence au niveau de la Sonelgaz. Il semble que les jours ouvrables ne suffisent plus pour procéder au recouvrement des dettes et pour cause, des équipes de cette entreprise font du porte à porte, même pendant les jours du week-end.

Certains habitants d'Imama, dans la commune de Mansourah, ont eu la désagréable surprise de voir les agents de la Sonelgaz taper à leurs portes, le vendredi, tout juste avant l'appel de la prière du dohr.

Traditionnellement, ce jour sacré est réservé pour réunir tous les membres de la famille, si l'entreprise concernée est dans ses pleins droits pour le recouvrement de ses dettes, il y a des méthodes on ne peut plus légales, pour procéder à la coupure du courant et au recouvrement des dettes. On se demande si ces mêmes services répondront à l'appel d'un abonné par un vendredi.

Remchi, le  
wali à l'écoute  
des citoyens

Après avoir inspecté les différents chantiers en cours de réalisation dans la daïra de Remchi au nord du Grand-Tlemcen, le chef de l'exécutif a invité les citoyens à exprimer leurs préoccupations, lors d'une rencontre au siège de la daïra. La plupart des intervenants ont mis l'accent sur le rôle de l'APC de Remchi, rappelons que cette assemblée a été gelée pendant plusieurs mois, suite aux dissidences et profond désaccord entre élus. D'importants projets (logements, assainissement) sont en cours dans cette commune qui a connu une grande mue depuis ces deux dernières années.

Les habitants des villages voisins se plaignent des constructions illicites qui ont poussé comme des champignons. C'est un fait accompli qui se répète souvent, mettant dans l'embarras les pouvoirs publics pour le relogement, en effet, comment identifier les gens qui sont vraiment dans le besoin.

Selon des enquêtes menées, plus de 25% des demandes de logement ne sont pas justifiées.

M. Zenasni

APW DE GUELMA

Rififi autour d'une motion de soutien  
à l'action des souscripteurs AADL

**Offensive de certains élus du FLN contre l'idée d'adopter une motion, à déposer au département de Tebboune, appuyant les préoccupations des souscripteurs AADL de la wilaya. Une idée défendue par un député de Guelma, et reprise par des élus de son parti à l'APW et certains de ses amis RND.**

Jusque-là, pourtant, les choses s'annonçaient assez simples. La question devrait donc rebondir lors de cette session. Jeudi 6 octobre, troisième jour des travaux de l'APW, à la lecture des recommandations de la commission du logement, les tensions entre antagonistes s'intensifiaient. Ils devaient se prononcer sur cette motion. Le contenu demande un réexamen de la question orale adressée au ministre de l'Habitat, dont les internautes connaissent déjà la réponse du premier responsable du secteur, puisque l'affaire a été publiée sur la page Facebook du parlementaire. L'adoption de cette

motion allait créer une crise politique au sein de l'APW de Guelma. Ce qui au final aurait comme conséquence de remettre en cause tout le processus de rapprochement entre les deux partis majoritaires.

En outre, la rapporteuse de la commission, d'obédience RND a lancé un pavé dans la mare en brisant le consensus adopté entre les deux formations politiques depuis le début du mandat de cette assemblée, dont la présidence a été cédée par alliance au RND. Les élus du FLN craignent également que ce groupe d'élus, appuyé par certains RND n'emboîte le pas

au FLN et fasse pencher la balance en faveur de la motion, soutenue par le député, qui a affiché son soutien aux souscripteurs contestataires lors des sit-in observés dernièrement. Les tensions sont telles que l'assemblée a été perturbée jeudi par des échanges et des rappels à l'ordre. «C'était tout au plus une mauvaise interprétation, il n'y a pas de dysfonctionnement du tout de la part des services concernés et en particulier de la direction de l'OPGI, je crois qu'on doit faire la part des choses», a déclaré M<sup>me</sup> le wali devant les élus locaux de cette assemblée. «C'est vrai qu'il y a eu un décalage à cause de problèmes purement techniques que nous avons surmontés. Mais maintenant les choses se déroulent le plus normalement du monde, donc il n'y a pas d'affaire AADL 2 à Guelma. Non, c'est une affaire technique, c'est une affaire de tra-

vau de viabilisation, etc., etc., et je comprends le désarroi des souscripteurs. Mais je tiens à préciser que les 300 logements initiés par la CNEP et récupérés par l'AADL sont prêts, il vont être distribués selon l'ordre chronologique des postulants, et l'OPGI travaille d'arrache-pied, pour la réalisation de 1 100 autres unités sur les 3 400 au programme, et les travaux sont en cours, je voudrais donc qu'on retrouve la raison», a-t-elle ajouté. Pour rappel, les souscripteurs qui estiment que leur attente «a trop duré» ont observé ces derniers jours deux sit-in successifs devant le siège de l'agence de Guelma, pour exprimer leur mécontentement, un mouvement qui a été géré avec professionnalisme et efficacité par les services de sécurité, puisque aucun incident ou débordement n'ont été déplorés.

Noureddine Guergour

AÏN-TÉMOUCHENT

Logements : remise des clefs à 120 bénéficiaires  
à Aïn-el-Arba

**En cette fin de semaine, les responsables exécutifs, à leur tête le wali, ont procédé à la distribution des clés à 120 bénéficiaires de logements locatifs à Aïn-el-Arba.**

Cette opération s'est déroulée dans de bonnes conditions, le président de l'APC de cette commune, M. Berkane Krachai Ahmed, dira en ce sens que cette opération est venue après celle effectuée au courant de cette année où 148 logements locatifs ont été distribués, en plus de 63 autres unités entrant dans le cadre de la lutte contre les habitations vétustes. Et d'ajouter qu'avant fin 2016, un

autre quota de 320 unités tous de type F3 seront distribués à leurs propriétaires.

Au chef-lieu de la wilaya, précisément sur la route menant vers Chaâbet-el-Leham, le chef de l'exécutif a procédé à la distribution d'une première tranche d'un quota de 700 logements de type AADL.

Le wali a considéré que Aïn-Témouchent compte parmi les premières wilayas en matière de distri-

bution de logements AADL 2 du fait que le projet de 1 000 unités du même type a été réalisé dans un délai de 3 ans, tandis qu'une quantité de 300 logements est en cours d'achèvement et ils seront distribués avant la fin de l'année en cours. Le premier responsable fera également savoir que cette cité va bénéficier de nombreux équipements pour la commodité des citoyens à l'instar des établissements scolaires qui devaient être réalisés avant la décision du gel du projet ; cependant, ce gel a été levé par décision du ministère de

l'Intérieur qui permet la réalisation de nouveaux établissements dans les nouvelles cités urbaines.

Concernant d'autres projets de logements tous types confondus, il dira qu'il y aura d'autres réalisations à l'instar de 5 700 logements sociaux qui seront distribués en 2017, l'agence AADL se chargera de réaliser 1 000 autres logements répartis sur le chef-lieu de wilaya et Béni-Saf, à raison de 500 unités pour chacune des deux villes, les travaux devront être entamés prochainement.

S. B.

LES «SEYYAGHAS» QUI DEVRAIENT ÊTRE AFFECTÉS À L'EX-SONITEX

Le projet est tombé à l'eau

**Occupée depuis l'ère coloniale, la rue de Lyon et les ruelles avoisinantes squattées du matin au soir par un tas de commerçants informels ne sont plus concernées par l'opération de recasement qui s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre le commerce informel.**

En plus des autres activités commerciales, désormais, les bijoutiers qui se livraient, jusque-là, à leur activité d'orfèvrerie en plein air en squattant les trottoirs

de Place Thiers et ses ruelles adjacentes resteront donc dans ces lieux. Ces bijoutiers n'ont pas de boutique, ils se contentent d'un présentoir en bois avec vitrine ne

dépassant pas un mètre sur 60 cm de largeur dans lequel est entassée toute une collection de bijoux et où l'or du pays est écoulé à raison de 4 000 et 4 800 DA le gramme et l'or d'Italie à 5 000 DA le gramme.

Il convient de savoir qu'à l'instar des autres grandes villes d'Algérie, cette activité de la bijouterie en étal a toujours été prati-

quée en vertu de formalités réglementaires strictes. Cette catégorie d'orfèvres ambulants est également assujettie à la détention d'un registre du commerce et d'un arrêté municipal pour l'exercice de la profession. Tout comme elle était soumise au contrôle de la garantie qui exige le poinçonnage des produits aurifères.

A. B.

RELIZANE

Campagne de réhabilitation et de viabilisation  
des cités urbaines

**Un nombre important de cités du chef-lieu de wilaya sont concernées par une campagne de réhabilitation et de viabilisation.**

L'opération initiée par les autorités locales diffère, même si ses buts sont identiques, de celle entreprise par les services de l'APC et qui concerne la réhabilitation de certaines cités et coopératives immobilières de la ville. Cette décision a été bien accueillie par les habitants qui n'ont jamais

cessé d'attirer l'attention des services compétents sur les problèmes auxquels ils sont confrontés quotidiennement. Il s'agit entre autres de l'étanchéité des terrasses d'immeubles, de la vétusté des réseaux d'assainissement, de l'absence d'eau potable, de l'éclairage public, des vides sanitaires

inondés et l'absence d'aires de jeux pour les enfants, des familles qui ne peuvent se permettre des vacances, et l'absence d'espaces verts. Les techniciens des différentes directions techniques effectuent actuellement des visites sur le terrain en procédant au recensement des insuffisances tout en assurant les habitants des différents quartiers notamment les coopératives immobilières que

l'opération touchera tous les aspects de l'urbanisation. Seulement et pour la réussite de l'opération qui vient au moment opportun à la veille de la saison prochaine d'hiver, les citoyens sont appelés à coopérer pour finaliser les différents branchements et réparations aux différents réseaux (assainissement, AEP,) en attendant l'installation des chantiers.

A. Rahmane